

LA RECONSTRUCTION DES MONUMENTS ET DES SITES EN BELGIQUE APRES LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

I. LE PATRIMOINE BATI PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : PROTECTION ET DEVASTATIONS

Les destructions subies par l'Europe entre 1914 et 1918 furent sans commune mesure avec les dommages causés par les conflits du passé. Cette longue guerre d'usure, mettant en œuvre des armes d'une puissance destructrice nouvelle, eut de tragiques conséquences pour le patrimoine historique. La population toute entière se trouva engagée dans le conflit et fut soumise à une propagande constante, où l'on vit les monuments historiques jouer un rôle actif dans l'exaltation des sentiments patriotiques. Ainsi, les destructions commises par les troupes allemandes émurent profondément les populations touchées et furent considérées comme des crimes qui violaient les lois de la guerre : évoquons la Bibliothèque Universitaire de Louvain, les Halles-aux-Draps d'Ypres, les cathédrales de Reims et de Soissons pour nous limiter aux cas les plus célèbres.

Longtemps après la guerre, on discutait encore du « vandalisme allemand » et des justifications allemandes face à ces accusations. Durant l'occupation de la Belgique, les autorités militaires allemandes avaient pris quelques mesures pour veiller à la conservation des monuments historiques. A la fin de 1914, un archéologue allemand P. Clemen, conservateur des monuments historiques de Rhénanie, avait été chargé de la conservation des monuments dans les régions occupées de Belgique et de France. Il dut rédiger un livre blanc, publié à Leipzig en 1919, « *Kunstschütz in Kriege* », où il cite diverses mesures prises pour assurer la conservation des monuments durant le conflit. Un certain sentiment de culpabilité est sensible dans ce plaidoyer où l'on rappelle des précédents historiques — la révolution française, les guerres napoléoniennes — pour justifier certaines destructions, ou bien l'on invoque la responsabilité des alliés et l'on sent, sur ce point, une remise en cause des indemnités prévues dans les traités de paix.

Clemen soulignait que, du côté allemand, la responsabilité totale de la conduite de la guerre incombait aux

militaires tandis que, chez les alliés, le pouvoir politique était resté prépondérant. Il rappelait aussi qu'il avait mis en route un inventaire des monuments importants, dans les zones dont il était chargé, comprenant des relevés et des photos. De fait, étaient parues des études dues à des auteurs allemands ou belges, entre autres E. Lühgen, E. Hartig, P. Clemen, J. Ghobert et C. Huart.

L'attachement de la population européenne à ses monuments historiques et à ses sites, qui se manifesta de manière si frappante durant cette guerre, avait été développé par les mouvements intellectuels et esthétiques de la seconde moitié du 19^e siècle. Les œuvres de Viollet-le-Duc, J. Ruskin, L. Beltrami et C. Boito durent contribuer à son éveil. Le début du 20^e siècle vit aussi publier les premières tentatives de synthèse, dans les régions de culture allemande : G. Dehio, A. Riegl, M. Dvorak.

En Belgique, la Commission Royale des Monuments vit ses compétences élargies en 1912, avec la création d'une section « sites ». En 1914 venait d'être publiée la première liste complète des monuments et des sites classés. Après le Congrès archéologique de Gand (1907), la rédaction d'une loi sur la conservation des monuments et des sites belges était en cours.

La Belgique avait déjà maintes fois, au cours de l'histoire, été le théâtre de campagnes militaires où elle avait subi de graves dommages (guerres de religions du 16^e et 17^e siècles, occupations continues jusqu'en 1830, guerres napoléoniennes, etc...). Mais en 1914, presque tout le pays fut rapidement envahi et la ligne de front se stabilisa à la hauteur de l'Yser. La Flandre occidentale fut, durant quatre ans, le théâtre de très durs combats qui transformèrent le « Westhoek » en un paysage apocalyptique.

Pourtant, cette province a retrouvé aujourd'hui son aspect d'antan : prés et champs paisibles, petites villes pittoresques fières de leurs monuments médiévaux. Il nous a semblé utile de rappeler comment ont été réalisées ces reconstructions ainsi que les difficultés qui avaient été rencontrées.

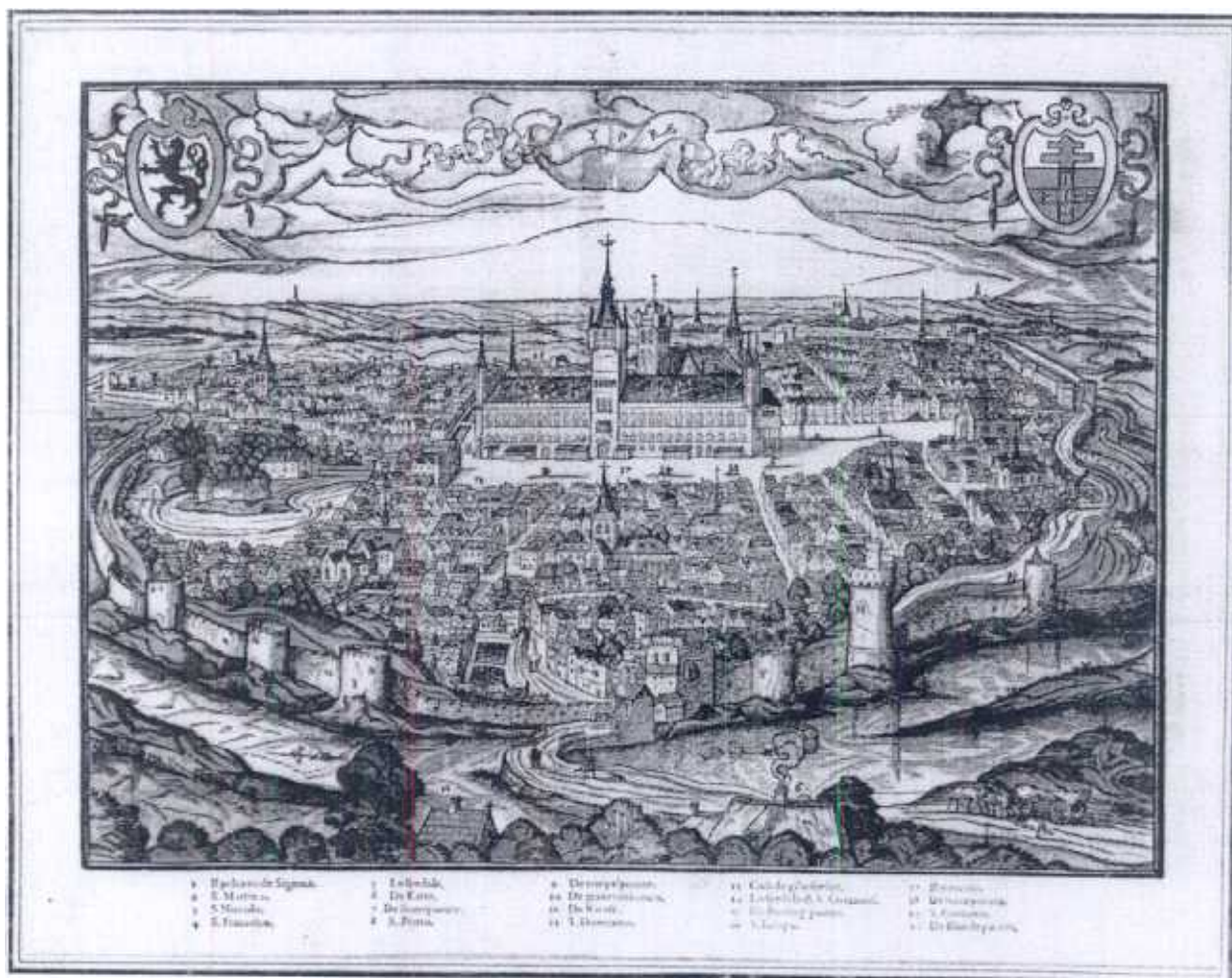


Fig. 1. - Ypres — panorama de la ville — XVI^e siècle (copyright ACL, Bruxelles).

II. LE CONTEXTE DE LA RECONSTRUCTION : L'ADMINISTRATION, LES FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES

La reconstruction du pays fut un des soucis du Gouvernement belge en exil, dès décembre 1914. Une commission internationale fut constituée pour aider les Belges à la reconstruction de leur pays. Des conférences sur les villes détruites furent données à La Haye, sous l'impulsion du professeur Van Puyvelde. Des réunions et des expositions eurent lieu à Londres où l'Université institua un « Belgian Town-Planning Committee ». Le Gouvernement belge en exil soutenait ces initiatives et se souciait des exigences de l'urbanisme moderne. Ses intentions furent énoncées dans la loi du 25 août 1915, adoptée sur proposition de J. Helleputte, Ministre de l'Agriculture et des Travaux Publics. Toutes les communes sinistrées devaient établir un Plan d'Aménagement Général, avant de dé-

livrer des autorisations de construction ou de reconstruction. Cette loi marquait, pour la Belgique, la première intervention du pouvoir central auprès des villes en matière d'urbanisme et de construction et affirmait la nécessité d'une politique globale et coordonnée d'aménagement des villes. Cette conception d'un plan d'aménagement général, outil indispensable au bon développement d'une ville, avait été influencée par la situation dans d'autres pays européens : « Woningwet » adopté en 1901 aux Pays-Bas et surtout « Town Planning Act » de 1909 en Grande-Bretagne.

Cette loi, si nouvelle, fit grande impression sur les citoyens belges. Pourtant, pour beaucoup d'entre eux, elle signifiait l'impossibilité de rebâtir leurs maisons durant l'occupation. Mais ils étaient encouragés à attendre la fin du conflit pour reconstruire par les déclarations répétées des gouvernements alliés, assurant que l'indemnisation intégrale des dommages de guerre

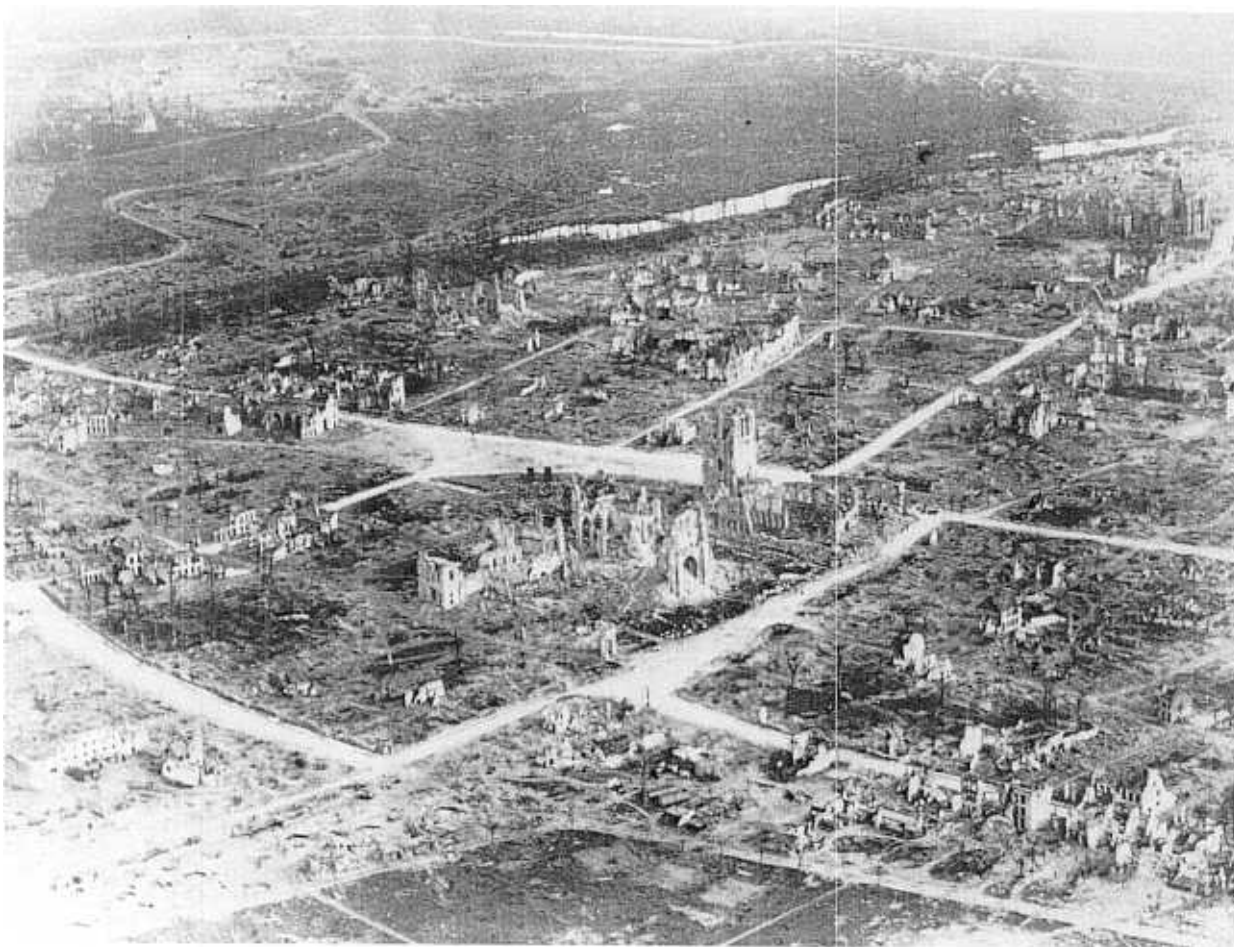


Fig. 2. - Ypres — destruction de la ville au cours de la guerre 1914-1918 (photo de 1917).

serait une des conditions sine qua non des traités de paix. Ces promesses avaient créé de grandes espérances parmi les sinistrés.

Les premières mesures pour fixer les modalités d'attribution des dommages de guerre furent adoptées peu avant l'Armistice de 1918. Ce premier arrêté-loi compliqué, imprécis et théorique reconnaissait officiellement le droit au dédommagement des sinistrés, instituait des « Tribunaux pour indemnités de guerre ». L'indemnisation serait réglée par ces tribunaux, à l'intermédiaire des pouvoirs communaux et un commissaire de l'Etat. Les modalités pratiques d'exécution furent formulées dans la loi du 10 mai 1919.

Un second texte fondamental — arrêté-loi du 11 novembre 1918 — règle la renonciation au droit à l'indemnisation ou sa mise en gage. Une troisième décision — arrêté-loi du 12 novembre 1918 — attribuait aux Cours de

justice et aux Tribunaux des Indemnités de guerre, le pouvoir d'accorder des subventions provisoires. Les communes fortement endommagées purent bénéficier d'un statut spécial, prévu par la loi du 8 avril 1919. Elles pouvaient se faire « adopter » par l'autorité centrale et bénéficiaient alors d'un régime financier et administratif spécial. Ces « Communes adoptées » étaient regroupées par région sous la tutelle d'un Haut Commissaire Royal, centralisant des pouvoirs qui revenaient, usuellement, aux Autorités Municipales, à la Députation Permanente, au Gouverneur et au Roi.

La loi du 10 mai 1919 fixa le barème de calcul des indemnités. Le montant du dédommagement était estimé en fonction de la valeur du bien détruit, au 1^{er} août 1914, augmentée ou diminuée en fonction de sa valeur au jour de la destruction : c'était l'indemnité de base. Un « dédommagement supplémentaire » était accordé pour pallier à la hausse importante intervenue

dans le prix de la construction depuis le début de la guerre. Ce « coefficient de emploi » était fixé en fonction des circonstances et de la région. Il s'élevait normalement de trois à cinq*.

Au printemps 1919, les constructions étaient, en effet, de trois à cinq fois plus chères qu'en 1914. Les prix devaient continuer à augmenter très rapidement les années suivantes, en raison de l'inflation de la monnaie belge, de la grande demande en matériaux de construction et en ouvriers qualifiés, des capacités de production limitées des entreprises ainsi que de diverses formes de spéculation. Déjà en 1921, un rapport de la « Société Centrale d'Architecture de Belgique » dénonçait l'injustice des barèmes de fixation des indemnités de guerre en raison, entre autres, de l'emploi de coefficients de emploi caducs.

L'article 23 de la loi de 1919 stipulait que, pour les monuments historiques civils et religieux, l'indemnité de guerre devait permettre de reconstruire un bâtiment analogue ayant même fonction et même dimension. La Commission Royale des Monuments et des Sites devait être consultée. L'article 24 indiquait que pour les monuments d'intérêt national (historique ou artistique), le Ministre des Sciences et des Arts pouvait, après avis de sa Commission spécialisée et consultation des autorités compétentes, décider que l'édifice devait être reconstruit à l'identique ou que ses ruines seraient conservées et consolidées. Les frais supplémentaires étaient alors à la charge de l'Etat. Les frais de reconstruction d'un monument historique en ruine étaient bien sûr très importants et les autorités accordèrent la priorité aux logements, les monuments n'ayant pas de fonction immédiate passant au second plan. Ces préoccupations d'ordre économique jouèrent un rôle important dans la reconstruction des monuments historiques. Les discussions sur l'utilité de reconstruire la Halle-aux-Draps d'Ypres, édifice du 13^e siècle, en témoignent. Soulignons que l'article 24 ne mentionnait que deux possibilités: la reconstruction à l'identique ou la conservation des ruines, le remplacement par un bâtiment d'architecture moderne n'était même pas envisagé.

Les promesses solennelles répétées durant la guerre et les premières lois adoptées par le Gouvernement dans l'euphorie de la victoire avaient fait naître chez tous les sinistrés la certitude qu'ils seraient intégralement indemnisés. Mais les autorités avaient largement sous-estimé les charges financières et l'infrastructure administrative qu'impliquait la reconstruction nationale et

constatèrent rapidement qu'elles ne pourraient pas répondre entièrement aux espoirs des citoyens.

La reconstruction se déroula beaucoup moins bien que l'on avait espéré. Le Gouvernement louvoya, adopta toutes sortes d'amendements aux premières lois, tenta de restreindre ses engagements financiers et, même, de revenir sur certaines promesses. Les Tribunaux chargés de fixer les indemnités étaient surchargés, la procédure fut encore ralentie par les changements continuels apportés aux lois, les citoyens ne savaient plus quels étaient leurs droits et leurs devoirs. On assistait, d'autre part, pour l'élaboration des plans d'aménagement généraux à des controverses entre les urbanistes conservateurs et les modernistes.

Dans les zones les plus touchées de la Flandre occidentale, les sinistrés qui en avaient les moyens préférèrent aller s'installer ailleurs, en ville (Ostende, Courtrai, Bruxelles). D'autres, dans les années 1920, comprenant qu'ils ne recevraient jamais le dédommagement intégral espéré se contentèrent de l'indemnité provisoire pour reconstruire au plus vite, étant donné la spéculation et la hausse continue du coût de la construction. Cette situation créa, chez beaucoup de sinistrés, un vif mécontentement.

La reconstruction fut encore ralentie par une pénurie de matériaux de construction et par la loi du 14 juin 1921, fixant à huit le nombre d'heures de travail par jour ouvrable. Devant les protestations soulevées par cette dernière mesure, le Gouvernement assouplit son application dans la zone du front de Flandre occidentale pour ne pas ralentir encore les travaux.

Les plus grandes difficultés furent d'ordre financier, lorsqu'il devint évident que l'Allemagne ne paierait pas tous les dommages. Le Gouvernement dut alors étaler sur une période plus longue le versement des indemnités. L'inflation augmenta encore et la disparité entre les dédommagements accordés et le coût réel de la reconstruction s'accrut.

Pour tenter d'accélérer les travaux, le Ministre Renkin établit en 1920 un système qui permettrait, dans certains cas, à l'Etat d'effectuer lui-même la reconstruction pour des particuliers au lieu de leur verser une indemnité. Mais cette procédure entraîna un grand nombre d'abus, fut accusée de favoriser la spéculation et de décourager l'initiative privée. Elle fut supprimée le 15 avril 1921. La situation resta peu satisfaisante, d'autant plus que des dissensions se faisaient jour au sein des administrations concernées (Ponts et chaussées, Chemin de fer, Défense...) ainsi que parmi les architectes et les urbanistes.

III. LE CONTEXTE DE LA RECONSTRUCTION PROBLEMES GENERAUX D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME

Parmi les nombreux facteurs qui déterminèrent les priorités établies par le Gouvernement pour la recons

* Pour donner un exemple concret du calcul des indemnités pour une maison reconstruite:
valeur de la maison en 1914: 6000 F ➔ indemnité de base 4.800 F
moins valeur de vieillissement 20 % ➔ indemnité de base 4.800 F
dédommagement supplémentaire à condition de reconstruction:
(6000 F × 3) - 6.000 = 12.000
dédommagement total: 4.800 F + 12.000 F = 16.800 F

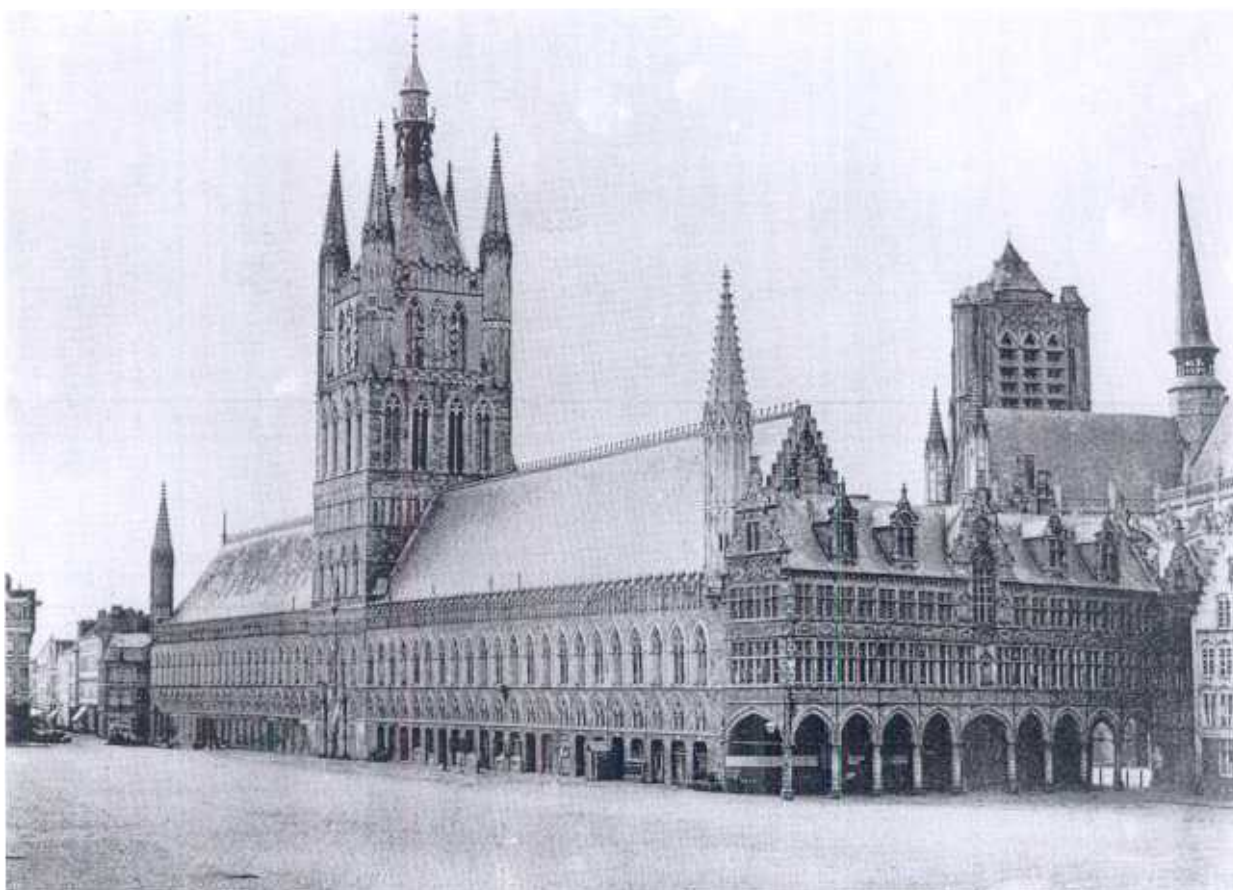


Fig. 3. - Ypres — Beffroi et halle avant 1914 (à l'avant-plan, à droite, la «Nieuwerck») (Copyright ACL, Bruxelles).

truction, les préoccupations d'ordre architectural et urbanistiques jouèrent un rôle important.

Le problème du logement se posait déjà avant la guerre. Le développement de l'industrie avait entraîné un déplacement de population vers les centres urbains et créé une pénurie de logements à bon marché. Cette situation fut encore aggravée par les dévastations de la guerre et l'on manquait de logements destinés à la classe ouvrière et même aux classes plus aisées. Certains prônaient l'industrialisation et la standardisation de la construction avec utilisation d'éléments préfabriqués. Mais l'économie n'était pas encore assez évoluée pour permettre ces formes de production.

Certains architectes avaient déjà entrepris de «démystifier» l'architecture et H.P. Berlage affirmait que «construire devrait être une occupation sociale» répondant aux besoins du citoyen. Les contacts pris avec l'Angleterre durant la guerre avaient permis de connaître les cités-jardins et les théories d'Ebenezer Howard. On aspirait à la nouveauté et des architectes, connus ou non, voulaient contribuer à ce mouvement :

H. Hoste, H. Van De Velde, V. Bourgeois, J. Lauwers, E. Van Steenberghe e.a.

La création de la «Société des Urbanistes Belges» marquait une prise de conscience de la spécificité des problèmes urbains. Fondée à l'initiative de L. Van Der Swaelmen, la Société devait rassembler les progressistes afin de donner plus de poids à leurs idées sur la reconstruction; elle prit dès 1923, en s'élargissant, le nom de «Société Belge des Urbanistes et des Architectes Modernistes», pour affirmer ses intentions.

Les préoccupations esthétiques ne furent pas absentes des discussions sur la reconstruction. Depuis les écrits de C. Sitte, l'importance de la beauté du paysage urbain, l'intérêt de la mise en valeur des monuments historiques avaient été reconnus. Que ce soit pour une motivation romantique — préserver des ensembles complets de la période pré-industrielle — ou par goût du pittoresque dans l'environnement bâti, on attachait maintenant une grande importance à l'aspect des espaces publics. Les opérations de dégagement des grandes cathédrales par la destruction des construc-

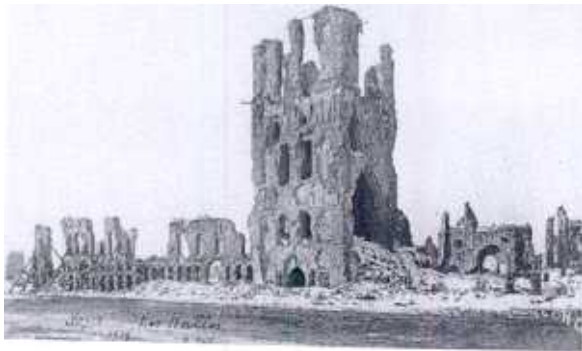


Fig. 4. - Ypres — Beffroi et halle en 1914 (Archives J. Coomans).

tions élevées sur leurs flancs en témoignent. Cet intérêt pour la forme des villes et le type des constructions s'était affirmé avant 1914 et durant la guerre par des études sur les formes d'habitat ancien urbain et rural, études inspirées probablement par des sentiments patriotiques.

Ce cadre général esquissé, nous préférons maintenant donner une idée concrète de la reconstruction en Belgique, à travers quelques exemples.

Il faut d'abord rappeler l'étendue des dommages s'élevant, selon F. Baudhuin, à :

- 72.000 maisons entièrement détruites, soit 1/20 du parc immobilier belge de l'époque,
- 12.000 maisons partiellement détruites,
- 200.000 maisons endommagées,
- 87.000 ha de terre cultivable dévastée, soit 5 % de la surface cultivée.

En Flandre occidentale, zone du front, on comptait environ 38.500 maisons détruites. Que l'on se souvienne des villes et villages qui n'étaient que ruines : Ypres, Furnes, Dixmude, Menin...

D'autres villes avaient souffert lors de l'avance des troupes allemandes en 1914 et durant l'occupation : e.a. Louvain, Visé, Dinant, Malines, Lier, Anvers, Termonde.

Nous avons choisi de présenter les cas d'Ypres et de Louvain qui nous semblent exemplaires des problèmes posés et des discussions qui précédèrent le choix des solutions.

IV. LA RECONSTRUCTION :

1. YPRES

Au moment de l'Armistice, Ypres n'était plus que ruines, quatre ans de bombardement par les troupes al-

lemandes n'y avaient pas laissé un mur debout. Croyant que cette ville, comme les précédentes, serait vite conquise, l'ennemi avait d'abord épargné le centre et ses monuments. La résistance se faisant sentir, les canons s'attaquèrent, dès la fin de 1914, au beffroi et à la Halle-aux-Draps, ensemble datant des 13^e et 14^e siècles. Le 9 mai 1915 furent évacués, vers le nord de la France, les derniers civils qui restaient encore. Dans les mois qui suivirent quelques courageux Yprois revinrent, à diverses reprises, tenter de sauver des éléments de leur patrimoine artistique. D'autres sauvetages furent l'œuvre de la « Mission Permanente » pour la sauvegarde des œuvres d'art, instituée par le Gouvernement belge en exil, en août 1915.

Lorsque les lignes allemandes reculèrent, fin septembre 1918, on ne pouvait imaginer destruction plus radicale : les quelques 4.000 maisons qu'Ypres avait jadis comptées intra muros étaient détruites, à quelques exceptions près, le centre et ses monuments — le beffroi, la cathédrale, la halle — étaient rasés.

A Ypres, comme dans d'autres villes, avait été fondé au printemps 1915 un organisme chargé de la reconstruction des bâtiments sinistrés. Cette décision s'inspirait des directives formulées par la Commission Royale des Monuments et des Sites dans son rapport du 7 novembre 1914 sur « La reconstruction des villes et des villages détruits par la guerre ». Durant la guerre, la Commission Royale avait procédé à des enquêtes et à des études sur la protection des monuments historiques en Belgique occupée, sur les plans technique et esthétique. A Ypres même, la ville ayant dû être évacuée, on ne put rien entreprendre avant la fin de la guerre. Mais au fur et à mesure que s'aggravaient les destructions, les Yprois réfugiés hors de la Belgique occupée s'interrogeaient pour l'avenir : faudrait-il reconstruire le centre historique et ses monuments ou conserver les ruines ? Ce dilemme était au centre de leurs discussions.

Sans doute pour riposter au « Congrès de guerre pour la sauvegarde des monuments », organisé à Bruxelles le 28 août 1915, sous le patronage du Gouverneur Général allemand de la Belgique, avec des représentants de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse, une exposition fut organisée à Paris, en juillet 1916, accompagnée d'une « Conférence sur la reconstruction des villes et de leurs monuments ». Le projet soumis par J. Coomans, architecte et ingénieur communal d'Ypres, pour la reconstruction de sa ville reçut le premier prix entre les envois faits par la Belgique. Le projet conservait l'ancien tracé des rues, élargies dans certains cas, et proposait quelques embellissements (entre autre une sorte de loge florentine au milieu d'un jardin public). Les monuments historiques devaient être reconstruits à l'identique. Le Bourgmestre d'Ypres, R. Colaert, avait lui aussi pris parti, avec véhémence pour la reconstruction de sa ville sous sa forme ancienne.



Fig. 5. - Ypres — Beffroi et halle après la reconstruction de 1958. Remarquez également la tour gothique de l'église Saint-Martin (à l'arrière-plan) qui fut ajoutée à l'occasion de la restauration (reconstruction). (Copyright ACL, Bruxelles).

Réunie à Paris en février 1917, la « Commission Spéciale sur la Reconstruction des Communes Belges Détruites » traita plusieurs jours durant du cas d'Ypres. Cinq membres de la Commission Royale des Monuments et des Sites — dont J. Coomans — examinèrent les divers projets, avec le bourgmestre de la ville. La première question portait sur le sort même de la ville : fallait-il reconstruire Ypres ? Si le principe de la reconstruction était admis, une seconde question se posait : quelle architecture serait adoptée pour rebâtir les monuments et les principales maisons du centre ? Ces discussions se poursuivirent, après l'armistice, dans un climat émotionnel et passionné, au sein de la population et de ses responsables. Trois points de vue différents s'affrontaient :

Gens de lettre et esthètes

Imbus des principes d'authenticité de Ruskin, nombre d'entre eux estimaient qu'on ne pouvait rappeler à la vie des monuments historiques, sans les déformer et les falsifier. Certes, ils déplorent la perte de la ville

médiévale d'Ypres mais la seule chose que l'on pouvait faire, maintenant, était de conserver au mieux ce qui en subsistait encore et de laisser le reste en ruine. « Ruina docet » : les ruines devaient être conservées telles un terrible réquisitoire contre l'absurdité de la guerre. Le vieil Ypres était mort, ses ruines devaient constituer un lieu privilégié de méditation et une ville neuve devait être élevée, ailleurs.

Cette position était soutenue par des esthètes, surtout des gens de lettre, inspirés par un romantisme exacerbé, sensibles au pittoresque, à l'environnement naturel, à la puissance évocatrice de cet amas de ruines. Les conséquences pratiques d'une telle décision — énormes frais qu'entraîneraient une expropriation générale et la création d'une infrastructure urbaine totalement neuve — ne les troublaient pas : c'était aux vaincus de payer.

Cette attitude si radicale peut sembler étrange aujourd'hui. Ses partisans rappelaient l'exemple de Thérouanne, ville voisine au nord de la France, que

connaissaient bien les Yprois car elle avait été le centre de leur diocèse jusqu'en 1561, date du transfert du siège épiscopal à Ypres. Ville fortifiée, capitale de la Morinie, Théroutanne avait été assiégée et rasée par les troupes de Charles Quint en 1553. L'empereur avait interdit qu'on la reconstruise et une ville nouvelle avait été fondée à quelque distance de l'ancienne. Les ruines des Abbayes de St-Bertin (près de St-Omer) et de Villers-la-Ville ou Aulne en Belgique, fournissaient d'autres exemples, à plus petite échelle : dans ces cas, on avait préféré conserver en ruine les vestiges des bâtiments datant de la fondation et élever à côté, une abbaye neuve.

Certains des tenants de cette thèse savaient tempérer leur position : seuls les monuments gothiques du centre ville devaient demeurer en ruine, mais il fallait que la communauté yproise retrouve son cadre ancestral. La ville pouvait être reconstruite sur place mais conserverait en son centre, comme un « campo santo », ces ruines qui illustreraient les paroles de Tacite : « Ruinae signa miseriarum et nominum indicia servantes ».

Tout architecte doué de bon sens savait qu'il était impossible de conserver, à l'état de ruines, tous les monuments détruits de Belgique. Mais beaucoup pensaient comme Carton de Wiart qui avait écrit à la Commission Spéciale réunie à Paris : « L'âme de ces monuments s'est envolée et ne reviendrait pas habiter une imitation ». Voilà pourquoi E. Dhuicque proposait qu'une « Commission des vestiges de guerre » sélectionne quelques ruines, dispersées à travers le pays, qui seraient consolidées et conservées. Les autres pourraient être restaurées ou remplacées par des constructions neuves.

Les archéologues sourcilieux ne parvenaient pas à admettre l'éventuelle reconstruction des monuments gothiques. Pour eux, seul un monument constitué de ses matériaux d'origine, dans leur disposition authentique, était digne d'admiration. Connaissant les froides reconstitutions de l'école néo-gothique, ils frémisaient à l'idée des créations que pourraient élaborer des disciples moins doués de Viollet-le-Duc. Toute copie n'était, à leurs yeux de puristes, que dégénérescence et décadence. Quelqu'un proposa même, si l'on reconstruisait les Halles d'Ypres, d'y apposer cette plaque commémorative :

« Le vandalisme allemand les avait détruites, le vandalisme belge les a reconstruites ».

Les modernistes

Ils pensaient qu'Ypres devait être rebâti sur son site, mais qu'il fallait profiter des circonstances pour faire bénéficier la cité reconstruite des conquêtes de l'urbanisme moderne. Ville médiévale, le vieux Ypres avait des rues étroites et tortueuses, impropres à la circulation. L'agglomération nouvelle aurait de larges ave-

nues droites, bordées de maisons modernes entourées de verdure, à l'image des cités-jardins d'Angleterre.

Leur vision idéaliste dépassait le cas d'Ypres : la reconstruction était l'occasion d'en finir avec les divisions entre les différentes classes du pays et de jeter les bases d'une société neuve, juste et équitable. Dans un esprit de coopération internationale, on allait reconstruire selon des normes universelles qui rassembleraient tous les peuples et toutes les générations, éliminant ainsi les causes éventuelles d'une nouvelle guerre. Ces théories étaient nourries de la pensée d'Ebenezer Howard et de l'idéologie socialiste. En Belgique, leurs grands défenseurs furent L. Van Der Swaelmen et Huib Hoste. Elles trouvèrent un accueil favorable parmi les architectes et dans les cercles progressistes.

Mais à Ypres, on redoutait les bouleversements et l'on était, à priori, opposé à des projets élaborés au loin, à Bruxelles, par des étrangers. Comment ces gens-là auraient-ils pu connaître les traditions locales et le mode de vie des Yprois !

La première opération fut la reconstruction du quartier sud de la ville, qui donna lieu à une polémique. Il était urgent de reloger les habitants revenus après le 11 novembre, entassés dans des baraquements provisoires à la périphérie. Le Haut Commissaire Royal pour Ypres, M. De Schoonen, recommanda de construire rapidement un ensemble de logements bon marché. Cette première tranche de travaux portait sur le sud de la ville, autour du Zaalhof et de l'église Saint-Pierre, quartier ouvrier avant la guerre, honni de la riche bourgeoisie. Ce quartier neuf abriterait des ouvriers qui seraient à pied d'œuvre pour contribuer à la reconstruction du reste de la ville.

A la requête du Haut Commissaire Royal, la Commission Consultative instituée par le Ministre Renkin confia à trois architectes, Acke, Derée et Puissant l'étude d'un projet portant, pour chacun, sur cent maisons ouvrières. Le projet de voirie conçu pour ce quartier par l'ingénieur communal, J. Coomans, comportait de larges avenues, nécessitant de nombreuses expropriations : il était donc prévu, pour ne pas ralentir l'opération, de procéder à une expropriation générale du quartier. Les architectes choisis avaient, d'autre part, dessiné une cité-jardin moderne, inspirée d'une nouvelle vision de l'architecture et de la ville. Leur projet suscita de nombreuses controverses dans la société yproise et, après force discussion, fut abandonné. Le quartier fut reconstruit en respectant son plan d'avant-guerre.

Si l'on veut bien lire entre les lignes, on comprend que le rejet de cette initiative intelligente n'est pas dû au refus de l'idéologie liée à cette cité ouvrière d'un genre nouveau, ni au refus d'une structure urbaine trop différente du schéma médiéval mais à la nécessité d'exproprier en masse les citoyens les plus démunis, à

L'ARUE des BOULDEURS et PETITE PLACE avec CABARET



Fig. 6. - Ypres — esquisse du projet fort controversé de cité-jardin en 1918. Après bien des discussions, on ne l'a finalement pas exécuté. (Photo de l'Emulation 1921).

l'impossibilité où se seraient trouvées certaines institutions — comme la Commission d'Assistance Publique — de reconstruire au même endroit leur hôpital et locaux de service. Les discussions théoriques et les grandes idées n'étaient, le plus souvent, qu'un écran masquant des motifs inavoués, individualistes ou matérialistes.

D'autres villes tentèrent l'expérience qu'Ypres avait refusée. A Dinant, et à Wezet, près de Visé, on procéda pour quelques terrains à une expropriation générale, permettant la réalisation d'un projet global cohérent. La pratique montra que ces opérations entraînaient des frais considérables et leurs résultats n'eurent pas la qualité espérée. Elles permirent, toutefois, de construire des logements plus sains et plus confortables.

Si étrange que cela puisse paraître, l'urbanisme moderne avait des partisans au sein même de la Commission Royale des Monuments et des Sites. Le Professeur H. Fierens-Gevaert et le Chanoine Puissant, en particulier, y plaidaient sans cesse en faveur d'une expression artistique contemporaine. Ainsi, lors des rencontres à Paris, en 1917, la Commission d'étude qui avait examiné les projets de reconstruction d'Ypres ne s'était pas contentée des seuls critères historiques. Les aspects pratiques (accès, circulation, hygiène) et

esthétiques (silhouette de la ville, styles et matériaux) furent pris en compte. Depuis la seconde moitié du 19^e siècle, la Commission Royale s'était muée en une sorte de commission d'esthétique, s'intéressant aux problèmes généraux posés par la conservation de sites remarquables, ne limitant pas sa tâche à la seule protection des monuments historiques. Composée de personnalités ouvertes et consciencieuses, la Commission reconnaissait, dès cette époque, la mission de l'architecture moderne et favorisait son intégration.

Conservateurs pragmatiques

Un troisième groupe, moins novateur que les modernistes et moins radical que les esthètes puristes, avait pour chefs de file le Bourgmestre Colaert et l'Ingénieur communal, J. Coomans. Ils souhaitaient la reconstruction de la ville telle qu'elle était auparavant. Technicien, J. Coomans savait que la création d'une cité neuve à côté des ruines d'Ypres était une entreprise absurde tant au plan technique que financier. Membre de la Commission Royale des Monuments et des Sites, chargé depuis 1895 de la conservation des grands monuments d'Ypres, il était conscient de la valeur de symbole que la communauté flamande et, plus encore, les Yprois attachaient à cette ville médiévale. Sa disparition serait ressentie comme une perte irréparable et injustifiée. Sa consolidation des décom-

bres de la guerre relevait d'un sentiment morbide, macabre même. D'ailleurs, dès 1915 un groupe de travail, sous la direction de E. Dhuicque, s'était préoccupé de la reconstruction en étudiant les plans, les relevés et les photos des monuments. La majorité des membres de la Commission Royale des Monuments et des Sites, avec le Chanoine Maere, était gagnée à l'idée d'une reconstruction à l'identique. Cela avait toujours été l'avis du ministre J. Helleputte, maître de J. Coomans et vice-président de la Commission Royale. Dès 1914, il avait accordé un crédit de 10.000 F pour la consolidation provisoire du beffroi et des halles, en vue de leur restauration ultérieure. Dans un rapport adressé au Roi pour justifier le projet de loi du 25 août 1915, sur les Plans Généraux d'Aménagement, il écrivait: «La Belgique n'a pas besoin de conserver ses ruines pour se souvenir de ses malheurs». Il s'en était pris, ailleurs, aux gens de lettre et aux archéologues maniaques, en ces termes: «Ce ne sont pas les matériaux qui font la beauté d'un bâtiment, pas plus que la lettre d'un livre n'entre en ligne de compte dans la valeur d'une œuvre littéraire».

La population d'Ypres, dans son ensemble, souhaitait reprendre sa vie et ses activités là où elles s'étaient arrêtées le 4 août 1914 et rétablir les liens sociaux et culturels qui existaient autrefois. Cela ne pouvait se faire que dans le cadre familial où les générations s'étaient succédées pour relier la génération actuelle à ses glorieux ancêtres. Ils voulaient s'insérer de nouveau dans l'évolution de leur ville et effacer toute trace de l'épouvantable période qu'ils venaient de traverser.

Bien des dirigeants se demandaient avec inquiétude, à l'armistice, si les familles évacuées allaient ou non regagner leurs anciens domiciles. Rendre à la ville son visage d'autrefois et remettre chacun des évacués en possession de son bien ne pouvait que favoriser ce retour.

«La voix du peuple et du cœur» fit pencher la balance à Ypres, comme cela s'était produit quelques années auparavant pour la reconstruction du Campanile de San Marco à Venise. Cela ne fut pas facile. Les problèmes administratifs et juridiques, la lenteur des procédures éprouvèrent la patience des habitants. Lors des élections de 1919, une seule liste composée de représentants de diverses tendances politiques proposait aux Yprois un programme en un seul point:

«Reconstruire Ypres telle qu'elle était avant».

En mars 1920, une lettre ouverte adressée au Roi fustigeait ces «amateurs de beauté qui veulent conserver les ruines». En octobre 1920, les habitants du quartier sud adoptèrent une motion de protestation et en février 1924 plusieurs communes présentèrent une supplique au gouvernement. Le mécontentement de la population accéléra la prise d'une série de décisions, mais un différend subsistait au sujet des halles et du

beffroi. En janvier 1928, le Ministre des Affaires Economiques annonçait qu'il ne pouvait subventionner leur reconstruction, car le Comité du Trésor était d'avis «qu'étant donné que la conservation de ces ruines et de l'effet qu'elles produisaient était d'intérêt national, on ne pouvait procéder à l'exécution des travaux prévus». Une offensive couverte fut alors organisée moyennant tous les pouvoirs politiques et à l'automne la ville se vit enfin accorder l'autorisation de reconstruire les halles et le beffroi. Ces travaux commencèrent en 1931, alors que l'on venait d'inaugurer la Cathédrale Saint-Martin, restaurée et surmontée d'une nouvelle flèche.

Pour comprendre la ténacité des Yprois à exiger la reconstruction fidèle de leurs grands monuments, il faut savoir qu'au temps de sa splendeur Ypres était l'un des plus importants et prospères centres commerciaux de Flandre. La ville avait grandi, entourée de très fertiles pâturages, à l'endroit où l'Yperlee cessait d'être navigable et avait dû sa richesse à la renommée de ses draps. Principal centre commercial du Comté de Flandre aux 12^e et 13^e siècles, plus important que Bruges et Gand, d'une richesse fabuleuse, Ypres avait pu entreprendre l'érection d'une halle aux draps et d'un beffroi imposants. Cet ensemble remarquable — 133 m de long, 30 à 50 m de large, couvrant près d'un demi-hectare, avec un beffroi haut de 70 m — n'avait pas son pareil en Flandre, un siècle fut nécessaire à sa construction.

La structure morphologique du centre d'Ypres était d'ailleurs typique des métropoles commerciales flamandes, qui s'en inspirèrent. Le pivot de l'organisation des espaces de la cité est la halle, centre vital de la collectivité, alors qu'ailleurs un bâtiment religieux ou administratif constitue le centre de gravité de la structure urbaine. Le déclin du commerce des draps, la concurrence de Bruges et de Gand, puis de l'Angleterre, la guerre et la peste arrêtaient au début du 15^e siècle le merveilleux essor d'Ypres, qui vit son importance décroître. Elle conservait de son âge d'or ses grands monuments gothiques et une configuration originale que les Yprois ne voulaient pas voir disparaître. Ils s'opposèrent donc avec ténacité aux romantiques amateurs de ruines ainsi qu'aux urbanistes progressistes qui préféraient l'art de leur temps à la tradition et à l'histoire. Les Yprois avaient d'ailleurs entretenu leurs monuments au long des siècles et en 1914 s'achevait justement une longue campagne de restauration qui avait permis à J. Coomans de remettre en état la cathédrale et les halles. Comment aurait-on pu, alors, les laisser en ruines?

L'histoire d'Ypres nous fournit d'ailleurs une intéressante anecdote. Sur la façade ouest des halles avait été élevée au début 17^e siècle, une construction annexe, le «Nieuwerck», remplaçant une galerie de bois. Ce «Nieuwerck», achevé en 1620, dut aussitôt être démonté et reconstruit à l'identique, par les mêmes arti-

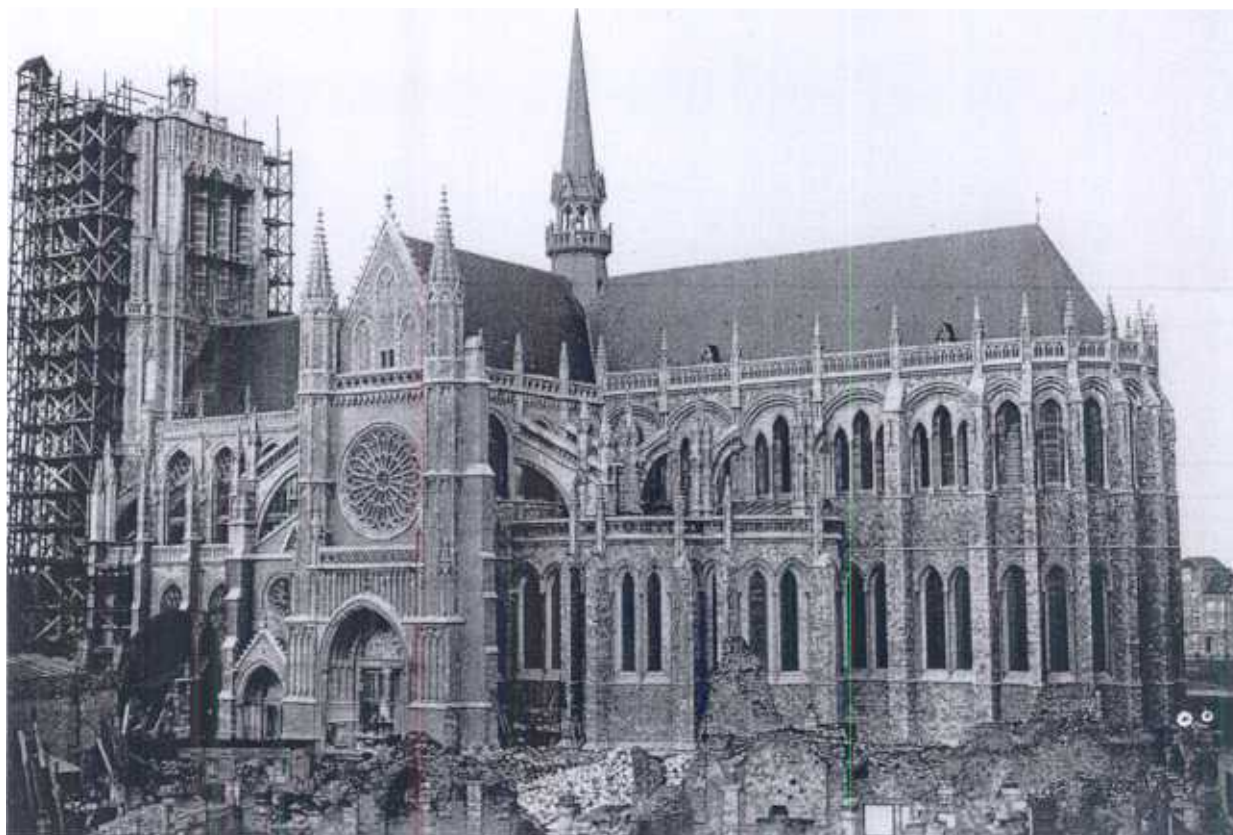


Fig. 7. Ypres — Eglise Saint-Martin; pendant la reconstruction aux environs de 1920. (Copyright ACL Bruxelles).

sans utilisant les mêmes matériaux, car dès 1621 sa structure squelette, très avancée pour ce temps, se fissurait, la galerie lui servant de support n'ayant pas de fondations suffisantes. Après la reprise des fondations, le bâtiment fut remonté à l'identique, avec un étage de plus et les travaux s'achevèrent en 1624. C'était là une opération d'anastylose avant la lettre.

La reconstruction de la ville elle-même, nous l'avons vu, ne fut pas rapide. On s'attaqua au déblaiement, en 1919, avec un bel enthousiasme et en 1920 commença la reconstruction de la cathédrale. En 1921, furent reconstruites les premières maisons, assez vite et, en 1923, 1700 logements étaient achevés, 800 en cours. La cathédrale, avec une flèche de conception nouvelle, fut terminée en 1931, alors que commençaient les travaux du beffroi, inauguré en 1934. La reconstruction des halles débuta par l'aile ouest, se poursuivit par l'aile est, puis en 1952 par le « Nieuwerck » renaissance. J. Coomans étant mort en 1937, les travaux

de restauration furent confiés à l'architecte P.A. Pauwels, qui les conduisit avec le même talent. En 1967, cinquante ans après les destructions, la municipalité d'Ypres pouvait annoncer que la reconstruction de la Halle-aux-draps était enfin achevée.

Les principes qui ont régi ces opérations sont ceux que l'on pouvait déjà lire dans les conclusions présentées en février 1917 par la « Commission spéciale sur la reconstruction des communes belges détruites ». Citons, parmi leurs principales résolutions :

- « a) Les monuments publics ou les maisons particulières remarquables au point de vue architectural seront, autant que possible, restaurés dans leur forme primitive, en respectant les modifications intervenues au cours des siècles, lorsqu'elles présenteront un intérêt.
- b) D'une manière générale, on bâtit les édifices publics et les maisons particulières en s'inspirant des

principes de l'architecture locale et en se conformant aux traditions culturelles de la région.

- c) La Commission se réserve de se prononcer, dans chaque cas, après examen sur place.
- d) La Commission forme le vœu qu'il soit permis, facilité et donné à la ville d'Ypres, en une juste compensation, de reprendre son activité commerciale et de retrouver une nouvelle splendeur, qu'à cette fin tous les concours lui soient accordés ou aillent à elle ».

Ces conclusions étaient assorties de recommandations pratiques et techniques, portant sur les logements ainsi que d'une série de prescriptions d'urbanisme.

2. LOUVAIN

Dans la nuit du 24 au 25 août 1914 et les jours qui suivirent, par une bien contestable mesure de représaille fut incendié le centre de Louvain, ancienne capitale du Brabant et ville universitaire depuis 1425. Le dixième de la surface de la ville, le huitième des maisons intra muros furent brûlés par les troupes allemandes. La halle aux draps et l'église Saint-Pierre furent sérieusement endommagées. La bibliothèque

universitaire ne fut pas épargnée: 250.000 livres furent la proie des flammes, dont 500 manuscrits et 800 incunables, perte irréparable pour la culture.

La reconstruction fut préparée peu après le désastre. Dès mars 1915, les premières propositions étaient discutées. Contrairement à Ypres où la controverse s'éternisa, le choix fut bientôt fait à Louvain. Chaque propriétaire reconstruirait ou restaurerait sa maison, selon les indications des commissions compétentes. Les monuments, moins endommagés qu'à Ypres, seraient restaurés et l'Hôtel de ville lui-même avait heureusement été épargné. Le problème majeur se situait au plan de l'urbanisme et concernant l'aménagement du centre ville, autour de la Grand-Place, qui donna lieu là aussi à des discussions passionnées. L'idée était de profiter de la reconstruction pour faciliter la circulation et améliorer l'environnement des monuments de la Grand-Place.

Avant guerre, en dépit de nombreuses protestations, une grande percée avait été créée, reliant l'hôtel de ville en droite ligne à la nouvelle gare. L'incendie pouvait être l'occasion de réparer cette erreur esthétique et de refermer la place du marché, lui rendant

Fig. 8. - Louvain — Abbaye Sainte-Gertrude — les «façades Thiry»: avec les restes d'habitations historiques détruites en 1914, le chanoine Thiry a composé une série de nouvelles façades aux environs de 1920 dans le jardin de l'abbaye. Bien qu'une série de précieux éléments architecturaux aient été sauvés, la mise en place sans beaucoup de justification historique ou artistique reste bien discutable.



ainsi son tracé médiéval. On aurait ainsi rebâti deux bâtiments célèbres sacrifiés à cette percée, la « Brouwerhuis » et surtout le « Tafelrond », bâtiment gothique qui aurait été reconstruit sur ses plans du 15^e siècle, dus à Mattheus de Laeyens, l'architecte de l'hôtel de ville.

Le chanoine R. Lemaire commenta, dans un rapport sur la reconstruction de Louvain, les projets présentés par la Commission des alignements et par six architectes. Deux tendances générales s'en dégagèrent :

- Les fonctionalistes se laissaient guider par les impératifs pratiques et économiques. Leur souci principal était d'assurer une bonne desserte du centre, qui avait toujours eu une vocation commerciale. Ils insistaient pour tracer de larges avenues droites et estimaient peu raisonnable de refermer la Grand-Place pour le seul plaisir des yeux. Ils soulignaient qu'au contraire de Bruxelles, les grands axes de circulation de Louvain passaient effectivement par le Marché et qu'il importait de lui conserver sa vitalité.

- Les esthètes et les historiens n'accordaient pas tant d'intérêt aux contingences matérielles et s'attachaient aux valeurs historiques. Le Chanoine Lemaire formule

ainsi leurs arguments : « L'histoire nous défend de faire disparaître sans motif grave les souvenirs que nous a laissés le passé » et « Les œuvres d'art du passé et d'aujourd'hui sont susceptibles, indépendamment de leur âge, d'éveiller en nous le sentiment du beau, de nous faire plaisir par la contemplation de l'ordre qu'ils expriment ». Ils étaient toutefois bien conscients qu'il fallait chercher un compromis entre les préoccupations esthétiques et historiques et les impératifs de la vie urbaine contemporaine.

Leurs projets s'efforçaient de mettre en valeur le caractère médiéval authentique du centre de la ville, avec ses places successives. Le marché, lui, devrait retrouver son aspect d'espace clos, avec un nouveau bâtiment faisant écran devant la percée et redonnant tout son charme à l'hôtel de ville, chef d'œuvre de l'architecture du 15^e siècle. Le « Tafelrond » reconstruit sur les plans du 15^e siècle aurait rendu à la place son unité qu'elle avait conservée jusqu'au 19^e siècle.

Un projet plus tardif proposa même de ne pas situer ce bâtiment dans l'axe de la perspective de la gare, mais de le placer de biais et de lui donner l'aspect d'un beffroi, commémorant les atrocités de la guerre... Ainsi

Fig. 9. - Louvain — Vieux Marché — après 1918, on a reconstruit les habitations détruites selon l'ancien modèle et la division historique des parcelles.



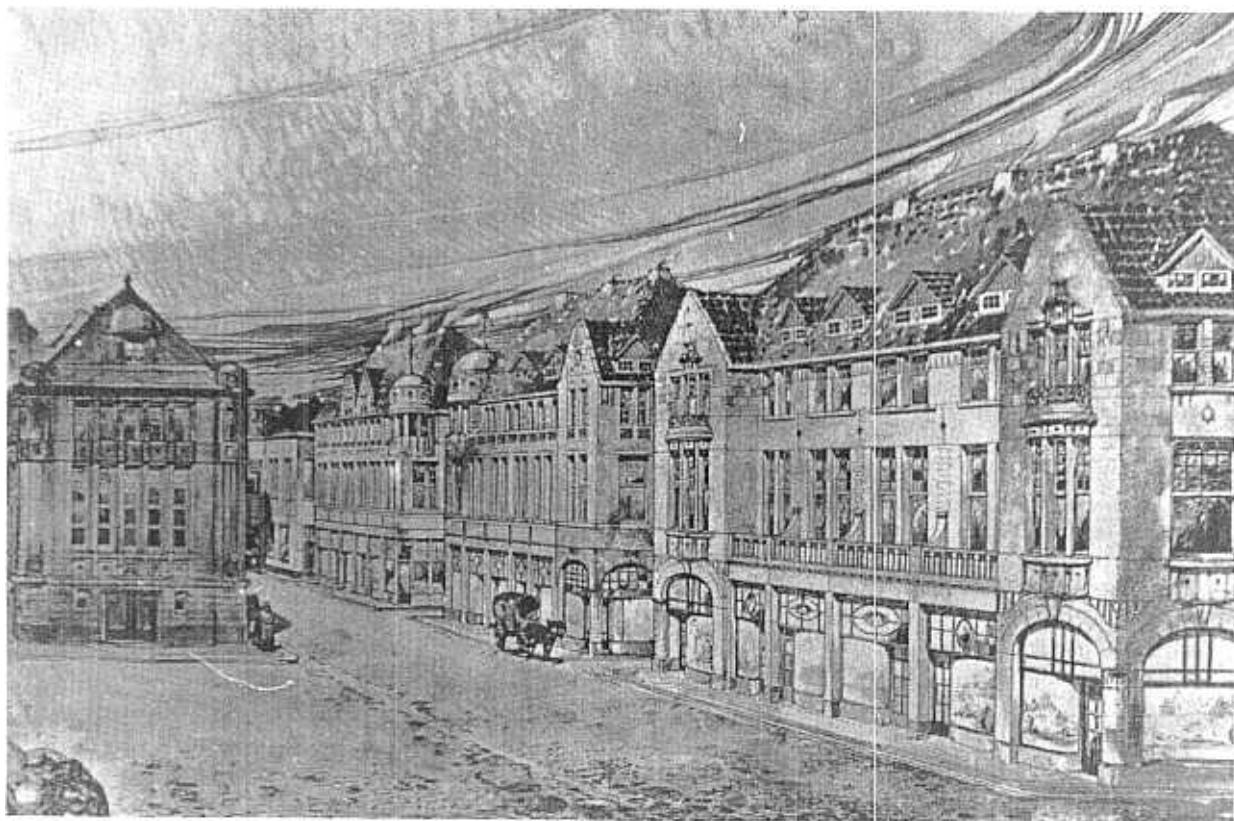


Fig. 10. - Louvain — Grand'Place fin du XIX^e siècle. La fermeture visuelle de la place est encore constituée par la «Tafelrond» reconstruite au XIX^e siècle. Lors de la reconstruction de 1920, on reconstruira le bâtiment gothique.

Fig. 11. - Louvain — Grand'Place — état actuel.

Fig. 12. - Anvers — projet primé pour la reconstruction du Pont du Meir (1919) (Arch. E. Van Steenberghe), remarquez l'architecture moderniste et fonctionnaliste. Pas de réalisation.

Fig. 13. - Malines — projet de reconstruction non réalisé (1919) de la place IJzeren Leen (Arch. E. Van Steenberghe) se référant au style traditionnel flamand avec l'intégration d'éléments modernes. A comparer avec la Fig. 9 (reconstruction Vieux Marché à Louvain).



eut été réalisé le rêve inassouvi de Louvain, depuis le XV^e siècle: avoir un beffroi!...

Les projets de reconstruction ne manquaient donc pas et on en discuta longtemps tant à la Commission Royale des Monuments et des Sites qu'à l'Union des villes et communes belges et dans les administrations concernées. Comme à Ypres, la voix populaire emporta la décision finale. Dès les premiers projets connus, en mars 1915, les habitants du Vieux-Marché et de la Grand-Place déclarèrent qu'ils ne voulaient pas les voir refermer. Commerçants, hôteliers, restaurateurs et cafetiers craignaient de voir diminuer leur clientèle et dans une lettre au Collège du Bourgmestre et des Echevins, le 25 mars 1915, ils protestèrent contre cette menace éventuelle sur leurs intérêts commerciaux. Une comparaison s'impose avec les réactions suscitées aujourd'hui par les projets de rues piétonnières.

Les décisions prises avaient une justification économique et l'on renonça à refermer la place, projet pourtant très valable au plan de l'urbanisme et de la composition architecturale. Le «Tafelrond» fut bien reconstruit à l'identique, mais l'ouverture béante qui le sépare de l'église Saint-Pierre dépare l'ensemble de la Grand-Place.

La fermeture de l'autre côté de la Grand-Place, sur la rue de Bruxelles, ne fut pas réalisée sans mal et l'architecte P. Bonduelle, à qui cette tâche avait été confiée en 1920 par le Haut Commissaire Royal, en éprouva bien des contrariétés. Après avoir étudié cinq projets, il fut remercié en 1922 alors que l'on apprenait que le propriétaire des terrains commandait lui-même son projet. Ceci illustre bien la méfiance des habitants de la localité envers les architectes parachutés par l'administration centrale de la reconstruction.

V. CONCLUSIONS

Quelques réflexions générales se dégagent de cette étude.

- La reconstruction du pays avait donné aux pouvoirs publics une conscience aiguë de la tâche qui leur incombait dans le domaine de l'urbanisme. La loi du 25 août 1915, instituant les Plans d'Aménagement Généraux, montrait que le Gouvernement comprenait ses responsabilités mais cette loi devait rester lettre morte dans la pratique. La tradition libérale qui, au 19^e siècle avait fait de la Belgique un pays comptant parmi les plus industrialisés et les plus riches de l'Europe, réussit en cette occasion encore à privilégier l'initiative privée. Ainsi, au lieu d'encourager les grands projets de logements populaires pour réduire la crise du logement, le Gouvernement finit par donner la préférence à la reconstruction individuelle. Chaque propriétaire prenait un architecte et l'on rebâtissait parcelle après parcelle. Les urbanistes et les gens sensibles aux pro-

blèmes sociaux, souhaitant une solution globale, déplorait cet individualisme.

Nous devons pourtant admettre aujourd'hui que cette procédure eut l'avantage de conserver le parcellaire ancien et la diversité des petites constructions dans les villes. Mais il fallut cinquante ans encore pour voir apparaître en Belgique une politique d'urbanisme. La création de la «Société Nationale d'Habitations à Bon Marché» avait marqué en 1919 la première démarche dans le domaine du logement populaire.

- Cette étude confirme l'importance du 19^e siècle pour la conservation des monuments historiques. On assista à un changement dans la sensibilité, à un grand mouvement international dont les théories — exposées par Viollet-le-Duc, Ruskin, Boito — eurent des conséquences pratiques immédiates. Dans le passé, les monuments détruits par fait de guerre n'étaient en général pas rebâtis sous leur forme ancienne: après la flambée iconoclaste de 1566, on n'a pas reconstruit d'autels gothiques dans les églises; les maisons médiévales de la Grand-Place de Bruxelles, endommagées par le bombardement de 1695, reçurent de splendides façades baroques qui voisinent sans heurt avec l'hôtel de ville gothique, bon exemple d'intégration architecturale avant la lettre; les bâtiments détruits au 18^e siècle étaient aussi remplacés par une architecture de leur époque (Abbaye d'Orval).

Au contraire, après les dévastations de 1914-1918, les monuments historiques médiévaux de notre pays furent, en général, reconstruits à l'identique. Il faut y voir un mouvement d'opinion issu du romantisme et de la vogue retrouvée de l'art gothique. Il est clair dans le cas de la Flandre occidentale que c'est parce qu'ils étaient gothiques que beaucoup des monuments détruits ont été restaurés et que les idées défendues par le Baron de Béthune, le Chanoine Duclos, Pugin et Weale y avaient trouvé un terrain d'élection.

Nous nous demandons si un facteur confessionnel n'a pas aussi joué, à côté de la culture populaire, dans ce choix. L'art médiéval est, par la logique historique, associé au catholicisme romain et le 19^e siècle l'a souligné. Est-ce un hasard si l'architecture médiévale a fait l'objet de tant de soin, si le style néo-gothique a connu un tel succès en Flandre, région où domine la tradition catholique? Est-ce aussi un hasard si, après la seconde guerre mondiale, la communauté catholique polonaise opta pour la reconstitution fidèle du centre de Varsovie tandis que la ville surtout protestante de Rotterdam préféra, sans s'embarrasser de considérations sentimentales, une construction rationnelle, avec une architecture contemporaine?

- Mais les restaurations ou les reconstitutions n'ont conservé que le parcellaire ancien et les façades des maisons particulières. Les bâtiments élevés derrière cet alignement de façades historiques (Louvain, Lierre, Malines...) étaient modernes tant par les tech-

niques employées que par la distribution des pièces. Conservateurs et passésistes se rejoignent en général sur ce point, quoique ces principes fussent parfois discutés par certains qui auraient voulu voir respecter les dispositions intérieures anciennes, à Ypres par exemple.

Les solutions novatrices, ou plus rationnelles, n'eurent guère de succès durant la reconstruction. Le cas du clocher de Dinant en est l'exemple type: certains historiens d'art voulaient que l'on ne restaure pas ce clocher renflé, très endommagé, et qu'on le remplace par deux flèches gothiques. Après de longues discussions, on décida de reconstruire le clocher dont la célèbre silhouette faisait partie du paysage familier de la ville.

La tentation de rétablir l'unité de style s'est parfois présentée, mais on y a résisté le plus souvent et la diversité des styles a été respectée: ainsi l'église gothique de Dixmude a retrouvé son clocher renaissance, comme Saint-Walburge d'Audenarde, tandis que Saint-Pierre d'Ypres gardait son clocher roman. La plupart des bâtiments anciens qui n'étaient pas des monuments historiques ont été reconstruits dans leur style d'origine ou en respectant les traditions locales. Partout s'affirmait la volonté de rétablir la structure et la silhouette familières de la ville.

Par contre, on ne jugea pas utile de conserver, ici ou là, en Belgique, quelques ruines qui témoigneraient des ravages de la guerre comme on devait le faire

après 1945: Cathédrale de Conventry ou Kaiser Wilhelm Gedächtniskirche à Berlin.

- Pour conclure, nous voudrions souligner le « visage humain » de la conservation des monuments. Le conflit entre conservateurs et progressistes, entre humanistes et matérialistes, est universel. Mais, nous avons pu constater en analysant les problèmes de la reconstruction que les considérations émotionnelles ou matérielles l'ont emporté sur les théories et les raisonnements. Il est trop facile de reprocher à l'historien de l'art le regret qu'il éprouve devant un monument qui n'est plus tel qu'il voudrait le voir. Il n'y a pas grand mérite à stigmatiser des conceptions modernistes en les taxant de modes passagères. Il est aussi vain d'affirmer qu'en construisant selon un style ancien, on obéit toujours à une vision passésiste qui nie l'originalité de l'expression artistique contemporaine. Tous ces partis pris stérilisent les efforts de compréhension.

L'étude des projets nés de la reconstruction et des controverses qu'ils ont suscitées montre que dans le domaine de la conservation des monuments, comme en politique, il faut souvent chercher un compromis entre ce qui est souhaitable, ce qui est admissible et ce qui est réalisable.

André DE NAEYER

Ingénieur-architecte

Prof. Nationaal Hoger Instituut voor
Bouwkunst en Stedebouw - Antwerpen

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

BAILLEUL J.M.: « *Problematiek omtrent de wederopbouw van België na de eerste wereldoorlog — Casus Ieper en omgeving* ». Licentiaatsverhandeling R.U. Gent 1976, niet gepubliceerd.

BAUDHUIN F.: « *Histoire économique de la Belgique 1914-1931* » Brussel, 1944.

BONDUELLE P., CALLEWAERT A., DEVOS, MOENART R., DHUICQUE E., VAN MONTFORT,: « La reconstruction des régions dévastées » in *L'Emulation* 1921, nrs 4-7.

BULCKE A.: « *Jules Coomans — Leven en werk* » Licentiaatsverhandeling R.U. Gent 1977, niet gepubliceerd.

Bulletins de la Commission Royale des Monuments et Sites, Bruxelles, années 1914-1926.

Bulletins de l'Office des Régions Dévastées — Ministère des Affaires Economiques, Bruxelles 1919-1921.

COOMANS J.: « *Ville d'Ypres — Note sur la voirie urbaine* », Boulogne-sur-Mer 1916; et « *Quel est le style à préconiser pour la restauration des monuments...* » s.l., 1917.

CORNILLIE J., BRAS A.: « *Geschiedenis van de Lakenhalle te Ieper* » Ieper, 1930.

DE NAEYER A.: « *Monumentenzorg* » Antwerpen, Amsterdam 1975.

DEVLIEGER L., SCHEPENS L.: « *Front 14-18* », Tielt, Den Haag, 1968.

FIRMIN, Broeder: « *Ieper — Hallen, Belfort en Nieuwerck* », in *Schets*, Gent 1953-1954.

LEMAIRE R. Chan.: « *La reconstruction de Louvain* », Louvain, 1915.

LEONARD E.: « *Voor 'slands wederopbouw* », Antwerpen, 1920.

PUISSANT A., DEREË H.: « *La reconstruction du quartier sud d'Ypres* » in *L'Emulation*, Bruxelles, 1921.

SMETS G.: « *Les régions dévastées et la réparation des dommages de guerre. La Belgique restaurée — Etude sociologique* », Bruxelles, 1926.

TOPHAM FORREST G.: « *The rebuilding of Ypres* », in *Journal of the Royal Institute of British Architects*, London, 1923.

VAN DEN BERGHE V.: « *Edouard Van Steenberghe* », Antwerpen, 1955.

VAN DER SWAELMEN L.: « *Préliminaires d'Art Civique. Mis en relation avec le cas clinique de la Belgique* », Leyden, 1916.

SUMMARY

The destruction of historical monuments as a result of military operations was particularly extensive during the First World War and the few positive initiatives taken in the matter — notably under the inspiration of P. Clemen — were reduced to insignificance beside the total destruction of the city of Ypres, the loss of the university library in Leuven, and the wholesale devastation caused in such towns as Dinant, Visé, Mechelen, Lier or Antwerp. In the unoccupied part of the country preparations for reconstruction started as early as the beginning of 1915 and international conferences and exhibitions on the subject were organized in The Hague, London and Paris. It was hoped to take advantage of the opportunity offered by reconstruction to introduce modern town-planning principles (and above all the principle of the garden-suburb) and at the same time to make the necessary practical alterations in order to provide for modern traffic problems. Regulations were also drawn up for the new houses, which were required to meet modern standards of comfort and physical and moral hygiene.

The second part of the article deals with the administrative, legal and socio-economic aspects of reconstruction in Belgium. These were provided for by a series of laws, the most important of which, passed on 10 May 1919, stipulated that compensation would be given to all those who had suffered from war damage.

The amount of the compensation was to be determined by special courts on the basis of the value of the property in 1914 multiplied by a factor of three to six to allow for the rise in building cost, and the basic principle was that everyone was to be enabled to possess accommodation equivalent to what he or she had possessed in 1914. However, the lack of technically competent persons to provide the courts with the necessary estimates and the lengthy procedures involved caused widespread dissatisfaction, and a system of «adoption» by the State was instituted in order to assist the local administration. To promote the execution of the work the authorities opted for the individual reconstruction of buildings on the initiative of their owners, who could either make their own arrangements or, in certain circumstances, ask the State to take charge. However, this system led to abuses and rapidly had to be scrapped.

Reconstruction was further hampered by lack of materials and labour, as well as by the unforeseen rises in prices resulting partly from the length of the administrative formalities and partly from inflation. The authorities, too, soon realized that for lack of financial resources it would be impossible to keep all the promises made at the time of the Armistice. The net result was that the whole process was much slower than had been initially anticipated.

Quite apart from the projects mentioned above for the

reconstruction of towns that were in ruins on the principle of the garden-suburb, there was a serious need for more housing. Although the Law of 1919 provided that public buildings which had been destroyed must be replaced by equivalent structures and that, in the case of historical monuments, reinstatement of their pre-war appearance could be requested. Many people were of the opinion that houses must come first and major buildings second. L. Van Der Swaelmen wrote a convincing plea for use to be made of the opportunity offered by the task of national reconstruction to promote a spirit of cooperation and lay the foundations for a new society freed from the social injustices of the pre-war days.

The city of Ypres, with its particularly rich historic centre dating from its 14th-century «golden age», had been virtually destroyed by shelling. In the discussions regarding its reconstruction, three distinct trends emerged:

- i) Literary and artistic circles: For archaeological and/or aesthetic reasons these people were anxious to have the ruins of the city consolidated as they were, as a lasting protest against the horrors of the War and to have a completely new city built alongside them. A portion of this group wanted the city as a whole to be rebuilt in its medieval guise but the group of historic buildings forming its centre — the belfry, cloth hall and St-Maartenskerk — to be left as ruins.*
- ii) Modernists: These people were primarily town-planners and members of progressive circles who wanted to reconstruct the city in accordance with modern principles of architecture and town-planning.*
- iii) Conservative pragmatists: These wanted the city to be completely rebuilt exactly as it had been, with its medieval urban layout, and with its historical monuments in their original guise.*

The decisive factor as far the local population was concerned was the symbolic value of the medieval city, and apart from a few adaptations Ypres was completely rebuilt in its pre-war form.

In the case of the old centre of Louvain it was desired to repair some flaws in the townscape dating from the large-scale 19th-century alterations and to restore its stylistic unity to the Gothic Grote Markt. Here again opinions polarized into two groups: the functionalists, for whom the easy flow of traffic and economic considerations were of primary importance, and the art-lovers and historians for whom the non-material values were decisive. The Tafelrond was rebuilt in accordance with the original Gothic plans, but the building block which was to screen off the Grote Markt was never put up.

Last of all, the author points out that it was in connection with this work of reconstruction that the

authorities first showed signs of wishing to implement some general urban architectural policy for Belgium, and that it was also in the course of this process that there occurred the total break with past practice in the preservation of monuments for which the influence of 19th-century romanticism was responsible. Owing to the individual and unconcerted nature of the various initiatives, the reconstruction work itself led to the

emergence of a series of different adaptations of earlier styles. Really important major façades were rebuilt in accordance with their original design and for the larger historical monuments the familiar pre-war image was generally resurrected, even where a multiplicity of styles was involved. In the decisions on these reconstructions emotional associations and popular opinion played a very significant part.

Fig. 1. - Ypres — panorama of the town — 16th century (copyright ACL Brussels).

Fig. 2. - Ypres — devastation of the town during the 1914-1918 war (photo taken 1917).

Fig. 3. - Ypres — belfry and hall before 1914 («Nieuwerck» in right foreground (copyright ACL Brussels).

Fig. 4. - Ypres — belfry and hall in 1914 (archives of J. Coomans).

Fig. 5. - Ypres — belfry and hall after restoration in 1958. Note the gothic tower of St. Martin's church (in background) which was added as part of the restoration (copyright ACL Brussels).

Fig. 6. - Ypres — sketch of the controversial garden city project in 1918. After many discussions it was not actually put into execution (photo from l'Emulation 1921).

Fig. 7. - Ypres — St Martin's Church during restoration about 1920 (copyright ACL Brussels).

Fig. 8. - Louvain — St. Gertrude's Abbey — the so-called «Thiry facades» (with the remains of historical dwellings destroyed in 1914 Canon Thiry composed a series of new facades in about 1920. In this manner valuable historic buildings were saved).

Fig. 9. - Louvain — Grote Markt at the end of the 19th century. The visual closure of the market square is still formed by the «Round Table» restored in the 19th century. During the course of restoration in 1920 gothic buildings were to be rebuilt.

Fig. 10. - Louvain — Grote Markt — present condition.

Fig. 11. - Louvain — Oude Markt — the destroyed houses were restored after 1918 following the old style and historic grouping.

Fig. 12. - Antwerp — award winning project for the restoration of the Meir bridge (Architect E. Van Steenberghe).

Fig. 13. - Malines — project for the restoration of the Ijzeren Leenplein (Architect E. Van Steenberghe).

RESUMEN

La destrucción de muchos monumentos históricos durante las operaciones militares de la Primera Guerra Mundial fueron particularmente importantes. Algunas de las iniciativas que se hicieron entonces — notablemente bajo la impulsión del Señor P. Clemens — fueron casi insignificantes frente a una situación que comprobaba la total destrucción de Ypres, la pérdida de la biblioteca universitaria de Lovaina, la devastación de ciudades tales como Dinante, Malinas, Lierras, Amberes y demás... Proyectos de reconstrucción existían ya desde 1915 en las zonas que no habían sido ocupadas. Exposiciones y conferencias internacionales se efectuaron en La Haya, Londres y París. Se quería aprovechar del hecho de la reconstrucción para aplicar las normas del urbanismo moderno (notablemente el principio de la ciudad-jardin) y para introducir los acondicionamientos necesarios para la circulación actual. Se estableció igualmente las normas de construcción para las casas de implantación nueva que tenían que responder a las exigencias modernas de comodidad y de higiene tanto física como social.

En una segunda parte, se comenta la organización administrativa, jurídica y socioeconómica de la Reconstrucción en Bélgica. Esta se regularizó mediante una serie de leyes sucesivas de las cuales la ley del 10 de mayo de 1919 fue la más importante: determinaba que todo daño perpetrado a los damnificados sería indemnizado. El monto de las indemnizaciones debía ser fijado por tribunales especiales, en base al valor de la construcción en 1914, y multiplicado por un factor de tres a seis, de acuerdo con el aumento de los costos de construcción. La ley imponía como norma que toda persona tenía derecho a disponer de una vivienda equivalente a la que poseía en 1914.

Sin embargo, hubo mucho descontento por la falta de técnicos, capaces de evaluar las construcciones, en los tribunales, y por los interminables procedimientos judiciales. Con el fin de ayudar a las administraciones locales, se instituyó un sistema de «adopción por el Estado». Con la intención de agilizar la ejecución de los trabajos, las autoridades optaron por la reconstrucción individual de cada edificio en base a la ini-

ciativa del propietario. Este podía decidir la reconstrucción por sí solo o, bajo ciertas circunstancias, confiar la obra al Estado. Sin embargo, tales disposiciones conllevaron a tantos abusos que el sistema tuvo que ser abandonado rápidamente.

La reconstrucción tuvo que enfrentar no solo la falta de materiales y mano de obra, sino también las inesperadas alzas de los precios como consecuencia de largos procedimientos administrativos y de períodos inflacionarios. Finalmente, las autoridades advirtieron rápidamente que no iban a poder cumplir con todas las promesas, hechas en ocasión del armisticio, por falta de recursos. Todas estas razones conllevaron a que la reconstrucción se llevara a cabo con mucho menos agilidad de lo que inicialmente se había pensado.

Independientemente de las ya mencionadas proposiciones para la reconstrucción de ciudades destruidas según las nuevas concepciones urbanísticas de la ciudad-jardín, también se señalaba la gran escasez de viviendas. La Ley de 1919 determinaba que los edificios públicos tenían que ser reemplazados por un edificio equivalente, mientras que los monumentos históricos tenían que ser reconstruidos bajo su forma original de preguerra; sin embargo, muchas personas opinaban que antes de reconstruir los grandes monumentos, había que edificar viviendas. Con este propósito L. Van Der Swaelmen escribió una defensa convincente de la reconstrucción nacional para echar las bases de una nueva sociedad sin las injusticias sociales del período de preguerra.

La ciudad de Ipres, con su centro monumental extremadamente rico de su edad de oro del siglo XIV, fue casi completamente destruida por los bombardeos. En ocasión de las discusiones acerca de su reconstrucción, se formaron tres grupos de opinión:

- Literatos y estetas: por motivos arqueológicos y/o estéticos opinaban que las ruinas de la ciudad tenían que ser consolidadas tal cual estaban, como una denuncia permanente contra los horrores de la guerra. Sin embargo, parte del grupo era partidario de la reconstrucción de la ciudad según el modelo medieval, a condición de conservar como ruina el centro monumental con su torre, su Mercado Cubierto y la Iglesia de San Martín.

- Centros dichos de los modernistas: formados prin-

cialmente de urbanistas y de miembros de los centros de progreso, que querían que se construyese la ciudad según las normas de la arquitectura y urbanismo modernos.

- Los centros conservadores y pragmáticos: querían la reconstrucción exactamente en su estado de antes de la guerra manteniendo las estructuras y la arquitectura medieval y, por demás; la reedificación de los monumentos al idéntico.

Fueron los valores de semiología los que prevalecieron en la población de Ypres que ha sido reconstruida, salvo raras excepciones, en su forma de antes de la guerra.

En la reconstrucción del centro de Lovaina se quería corregir ciertos errores cometidos en la arquitectura hechos en el Siglo 19, cuando se efectuaron ciertos acondicionamientos, y restaurar así el carácter medieval del Mercado Mayor (Grote Markt) rindiéndole su unidad de estilo gótico. En este caso también hubo polarización de la opinión en dos grupos: los funcionalistas, para los cuales superaban las necesidades de la circulación y los valores económicos; los historiadores y aficionados al arte, para quienes eran los valores ideológicos los que primaban. El Tafelrond (redondo de mesa) fue reconstruido según los planes originales y en estilo gótico, pero un gran edificio que hubiese ocultado el Grote Markt no lo fue.

El artículo subraya, por demás, que la reconstrucción en Bélgica fue la ocasión, para las autoridades, de manifestar por primera vez la intención de iniciar una política generalizada de arquitectura urbana. En la misma ocasión salió a la luz la influencia del romanticismo del Siglo 19 lo que atrajo una ruptura total en razón de la práctica existente en materia de conservación de los monumentos. En razón de la orientación de las operaciones de reconstrucción en dirección de soluciones individuales, los trabajos se hicieron en una serie de estilos neo.

Las fachadas que tenían una importancia realmente importante fueron reconstruidas al idéntico. Para los monumentos importantes, lo que superó fue la imagen que se tenía de ellos antes de la guerra y fue generalmente respetada, aún cuando tenían una serie de estilos diferentes. En las decisiones tomadas para la reconstrucción, los aspectos emotivos y la vox populi jugaron un papel muy significativo.

Fig. 1. - Ipres — Vista panorámica de la ciudad — siglo XVI (copyright ACL Bruselas).

Fig. 2. - Ipres — Destrucción de la ciudad durante la Guerra Mundial 1914-1918 (foto de 1917).

Fig. 3. - Ipres — Torre de la ciudad y Lonja antes de 1914 (en primer plano a la derecha el llamado «Nieuwerck») (copyright ACL Bruselas).

Fig. 4. - Ipres — Torre de la ciudad y Lonja en 1914 (Archivo J. Coomans).

Fig. 5. - Ipres — Torre de la ciudad y Lonja después de la reconstrucción en 1958. Nótese también la torre gótica de la Iglesia de San Martín (en la parte posterior) que fue añadida con motivo de la restauración (reconstrucción). (Copyright ACL Bruselas).

Fig. 6. - Ipres — Esbozo del polémico proyecto «tuinwijk» (barrio de jardín) en 1918. Luego de múltiples discusiones, no fue llevado a cabo (foto de l'Emulation 1921).

Fig. 7. - Ipres — Iglesia de San Martín; durante la reconstrucción alrededor de 1920 (copyright ACL Bruselas).

Fig. 8. - Lovaina — Abadía de Santa Gertrudis — fachadas denominadas «Thiry»: alrededor de 1920, el canónigo Thiry compuso una serie de fachadas nuevas con los restos de casas históricas destruidas en 1914. De tal forma fueron preservados varios elementos de construcción de gran valor histórico.

Fig. 9. - Lovaina — Plaza Mayor a fines del siglo XIX. La unidad visual de la Plaza sigue siendo la «Tafelrond», reconstruida en el siglo XIX. Con motivo de la reconstrucción de 1920, se reconstruye el edificio gótico.

Fig. 10. - Lovaina — Plaza Mayor — situación actual.

Fig. 12. - Amberes — proyecto premiado por la reconstrucción del Meirbrug (puente de Meir) (Archivo E. Van Steenberghe).

Fig. 13. - Malinas — Proyecto para la reconstrucción de la plaza Ijzeren Leen (Archivo E. Van Steenberghe).